

plein temps

Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com



N°75 janvier 2024

2024, commençons...

Aujourd'hui, alors les tensions internationales connaissent un paroxysme, plus de 50 conflits meurtrissent le monde, que les pays d'Europe semblent se résoudre à laisser perdurer la guerre en Ukraine et en Palestine, nous devons ensemble travailler avec détermination et persévérance pour la Paix, pour que tous ces conflits cessent, pour exiger un cessez-le-feu immédiat en Palestine comme en Ukraine.

Le capitalisme porte la guerre

« Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage... » déclarait Jean Jaurès.

L'état des lieux capitalistes... par un banquier :

« ...Le capitalisme est un système à bout de souffle... Il a conduit à un arrêt de la croissance, une explosion des inégalités, un repli sur soi et une perte de sens collectif ». Mathieu Pigasse, directeur général délégué de la banque Lazard en France.

Un projet de transformation profonde

Nous vivons l'aiguïsement des tensions internationales, la conjugaison explosive d'une guerre économique mondiale et de guerres militaires où

nombre de pays, comme la France, rentrent dans une économie de guerre, qui détournent les ressources indispensables pour relever les défis actuels.

C'est bien d'une crise de civilisation qu'il s'agit.

Dans un tel contexte, on ne peut répondre que par un projet de profonde transformation sociale, environnementale, économique et politique.

L'alternative à gauche devra entrer en confrontation avec le capital, sa logique et ses pouvoirs, substituer la coopération à la concurrence. La campagne des élections européennes est un moment important pour construire un nouveau rapport de forces social et politique sur les enjeux de transformation en France, en Europe et dans le monde.

Les jours heureux

En ce début 2024, souhaitons-nous une année de bonne santé, de bonheur collectif, de force solidaire et de lucidité pour affronter tous les combats qui sont devant nous, pour la Paix et les jours heureux.

Daniel Junker

**QUELLE
CONNERIE
LA GUERRE**

Jacques Prévert



L'Humain
d'Abord

DANS CE NUMÉRO

- Pouvoir d'achat des retraités : relevons le défi page 2
- PLFSS : un pas supplémentaire vers la mise à mort de la Sécurité sociale. Annonces gouvernementales, rien que de l'esbrouffe page 3
- Loi grand âge : la montagne qui accouche d'une souris page 4

par la PAIX

relevons le défi

En ce début d'année 2024, dans chaque ménage de retraités-e-s se fait le point de voir comment envisager la nouvelle année. L'an passé a été abominable.

Je ne vais pas vous assommer de chiffres mais simplement montrer que ce qui s'est passé n'est pas fortuit et relève d'un vaste écrémage de nos droits à la retraite et particulièrement sur le pouvoir d'achat. Nous avons toutes et tous vu, l'an passé, comment notre pouvoir d'achat en a pris un « sale coup ».

Faisons le bilan

Les dépenses incompressibles s'envolent : les loyers et les remboursements de prêts pour l'habitation, la feuille d'impôt, la pharmacie et les soins de santé ne cessent d'augmenter : toutes ces dépenses ont fait des bonds et l'année 2024 va se révéler encore plus difficile.

Le poste alimentaire, lui, s'est alourdi comme jamais : le caddy s'est particulièrement allégé à cause d'augmentations des prix conduisant à de grandes privations, notamment pour les personnes ayant les plus basses retraites. Et nous savons que cette catégorie s'appauvrit sérieusement ; et ce ne sont pas les quelques cataplasmes du gouvernement qui viendront en réduire la déliquescence de leur pouvoir d'achat.

Les grandes surfaces ont bien tenté de cacher cette réalité en offrant de dérisoires remises de dernière minute en fin d'année ; mais ils ne peuvent cacher les énormes profits qu'ils ont réalisés durant l'année 2023 sur le dos de la population.

Les organisations humanitaires, notamment le Secours populaire, témoignent de cette pauvreté grandissante parmi la population retraitée avec une arrivée de personnes âgées qui ne sont plus seulement les catégories les plus fragiles mais aussi les niveaux plus élevés touchés à leur tour et cela gagne les catégories cadres et assimilé-e-s.

Gouvernement et patronat organisent le rapt

Cette situation est le fait de mesures gouvernementales, de concert avec le patronat, pour abaisser sans cesse les droits à la retraite et notamment les pensions servies tant dans le secteur public que le privé.

Nous évoquons souvent les allongements de durée de cotisations et le recul de l'âge de la retraite ; ce sont en effet des paramètres qui permettent de retarder l'attribu-

tion des pensions et retraites, ce qui est une chose insupportable, mais ces mesures s'accompagnent d'un abaissement sérieux des pensions et retraites, en raison des faibles revalorisations des retraites depuis des années tant dans le secteur public que le privé.

De même, les cotisations supplémentaires pour la maladie où les retraités-es cotisaient pas ou peu avant 1991, transformées par A. Rocard qui a mis en place la contribution sociale généralisée (CSG) payable par les salarié-e-s, puis les retraités-es.

À cela s'ajoute la baisse de la valeur des points servis pour les retraites complémentaires pour faire des économies sur les pensions afin de placer de l'argent recueilli dans des réserves sur le dos des ayants-droits permettant d'augmenter les réserves estimées à plus de 67 milliards avec toutes les spéculations possibles et les conséquences sur le devenir d'emplois menacés pour réaliser des plus-values.

N'oublions la perte considérable dû à la réforme Balladur en 1993 mettant fin au calcul des retraites sur les 10 meilleures années, pour 25 années aujourd'hui.

L'heure n'est plus au constat mais à l'action

Il faut retrouver une Sécurité sociale et une retraite dignes des richesses créées par le travail.

Les cotisations sociales dites de l'employeur doivent être rétablies : gouvernement et patronat les ont supprimées jusqu'à 2 Smic et demi ; cet argent doit retourner vers le social et la Sécurité sociale.

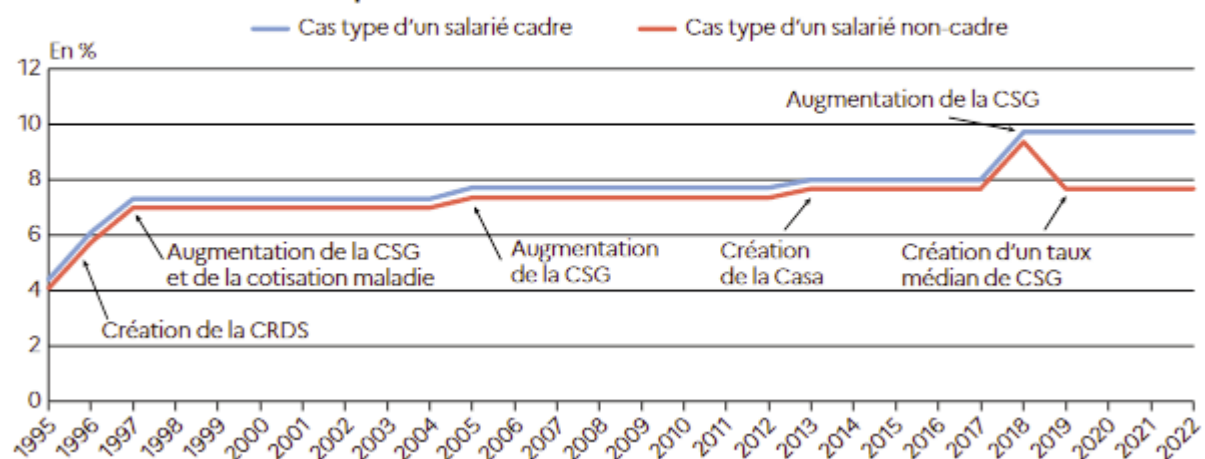
C'est un combat et par les luttes des salarié-e-s, futurs retraités-e-s, retraité-e-s réagissons massivement. Lions les revendications salariales et de retraites dans les batailles que nous devrions en cette nouvelle année mener face au pouvoir et au patronat.

L'heure est à la revalorisation des salaires et des retraites. En discuter partout dans les lieux de travail, dans les rencontres avec les retraités est une nécessité pour remettre la Sécurité sociale sur ses pieds.

Alors, avec tous les communistes, relevons le défi, engageons une vaste discussion sur le pouvoir d'achat dans les entreprises et dans les lieux où l'on peut rencontrer les retraité-e-s.

Bernard Lamirand

Graphique 2 Évolution du taux de prélèvements sociaux sur les pensions de retraite (au 31 décembre de chaque année)



un pas supplémentaire vers la mise à mort de la sécurité sociale

La loi de financement 2024, imposée par l'article 49.3, s'inscrit dans la continuité des précédentes. Elle tourne le dos aux besoins de la population en termes de santé, d'accès aux soins, de développement du service public hospitalier. Les politiques d'exonération des cotisations sociales croissent sans cesse, pesant lourdement sur les comptes de la sécurité sociale. Cela contribue à près de 50 % au remplacement de la cotisation sociale par l'impôt et les taxes (CSG, CRDS...) et conduit à l'étatisation du financement de la sécurité sociale.

Un système de santé au bord du gouffre

Alors que notre système de santé ne répond plus aux besoins, l'objectif du gouvernement est exclusivement financier. Il vise « le redressement des comptes sociaux ».

Parmi les quelques « mesurètes » intéressantes comme les bilans préventions gratuits pour certaines classes d'âge, les plus de 75 ans sont ignoré-e-s au moment où le vieillissement de la population s'accroît et nécessite un suivi spécifique pour faire face à l'émergence de nouvelles maladies et à la perte d'autonomie.

ANNONCES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LA SANTÉ

Rien que de l'esbrouffe !

Le nouveau Premier ministre a affirmé au CHU de Dijon, le 13 janvier 2024 : « Parmi tous les problèmes que nous avons à résoudre... l'hôpital est en haut de la pile ». Il a alors promis « 32 milliards € supplémentaires » : ESBROUFFE !

G. Attal se complait dans des effets de communication par cette annonce. Les 32 milliards sur 5 ans ne sont autres que l'enveloppe annuelle normalement prévue de 2.5 % du budget de l'assurance maladie.

Or, l'objectif national de dépenses pour l'assurance maladie (ONDAM) prévu par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 n'évoluera que 3.2 %, il est donc inférieur au coût des dépenses de santé, prévu autour de 5% et très loin des revendications portées par les personnels de santé de 10% d'évolution.

Plutôt que des effets d'annonce trompeurs, des actes concrets

La seule mesure sérieuse permettant de mettre « l'hôpital en haut de la pile » serait de modifier immédiatement à la hausse l'ONDAM, au moyen d'une loi rectificative du financement de la sécurité sociale. Chiche, Mr Attal ?

Le ministère de la Santé effacé

Alors que la population considère que les questions d'accès aux soins et les moyens alloués à notre système de santé doivent être une des principales préoccupations des politiques publiques, le gouvernement démantèle la santé.

La nouvelle composition ministérielle avec la disparition d'un ministère de la santé de plein droit inquiète fortement sur la politique de santé gouvernementale.

Les différents ministres de la Santé qui se sont succédé-e-s depuis 2017, se sont contenté-e-s de promesses, de communications et n'ont fait qu'accompagner, voire accélérer la détérioration de notre système de santé et de protection sociale.

L'hôpital public mérite mieux que des artifices de communication.



Imposer d'autres choix

Les effets de la crise sanitaire et sociale nécessitent, dans l'urgence des mesures politiques, sociales et financières :

- pour la branche maladie, un plan de rattrapage pour le service public afin de sortir de la désertification médicale qui s'élargit, de l'austérité hospitalière, de l'aggravation des inégalités sociales de santé, du désengagement de la sécurité sociale vers les complémentaires
- instauration d'un pôle public du médicament et d'une santé 100% sécurisée
- augmentation immédiate de 10 % des retraites, comme le revendique l'intersyndicale des retraité-e-s
- pour la branche autonomie, une loi de programmation « grand âge » dotée des moyens financiers nécessaires face aux immenses besoins actuels et de demain, non pris en compte par le gouvernement
- pour la branche famille, une augmentation substantielle de l'ensemble des prestations logement, précarité, familiales et d'action sociale qui tiennent compte de l'inflation et de l'envolée des coûts de l'énergie et de l'alimentation.

Un autre projet est nécessaire

En même temps qu'il affirme qu'il n'y a pas d'argent pour répondre à ces urgences, le gouvernement trouve sans cesse « un pognon de dingue » :

- pour les patrons, plus de 200 milliards € chaque année, dont 84.8 milliards € d'exonération des cotisations sociales
- pour la guerre, augmentation de 40 % du budget militaire.

Ne pas donner les moyens nécessaires à la santé, à la sécurité sociale, c'est délibérément mettre en danger une grande partie de la population. Un autre projet de changement profond politique, social s'impose.

Daniel Blache

la montagne qui accouche d'une souris

Depuis la mobilisation, sans précédent en 2018, le personnel, les personnes âgées et les familles attendent l'imminence d'une Loi grand âge. Six ans donc où les rapports se sont succédés avec autant de grandes communications, sans oublier les scandales d'Orpéa ou d'Emera pour aboutir au projet du **Bien vieillir en quatre axes**¹. Extraits.

Prendre en compte de nouveaux besoins et reconnaître la place des seniors en « renforçant l'accessibilité des transports publics avec 736 gares sur 1500 » : encore faudrait-il ne plus en supprimer ! Développer « les maisons France services, coordonner la silver économie », « l'accessibilité de sites internet, les dispositifs médicaux numériques » mais maîtrise difficile par les retraité-es. «Création de 50 000 emplois sur plusieurs années » mais il en faudrait 100 000/an sur 3 ans.

Donner le choix de vieillir où l'on souhaite : «Adapter les logements sociaux aux personnes âgées» avec la réalité du logement social aujourd'hui ! « La mutualisation des EHPAD » annonce concentration et diminution du nombre de places au bénéfice du privé.

Accompagner les solidarités entre générations : les seniors sont appelés à « aider les jeunes»! bénévolat et service civique remplacent les budgets insuffisant pour les deux... les personnes

âgées seront recensées sur un registre de leur commune puis contactées (?) pour lutter contre l'isolement.

Garantir les droits et la participation des citoyens âgés, « s'engager à permettre l'accès à un médecin traitant pour toutes les personnes âgées ». Avec les déserts médicaux existants ?

« C'est promettre beaucoup : mais qu'en sort-il souvent ? Du vent »²

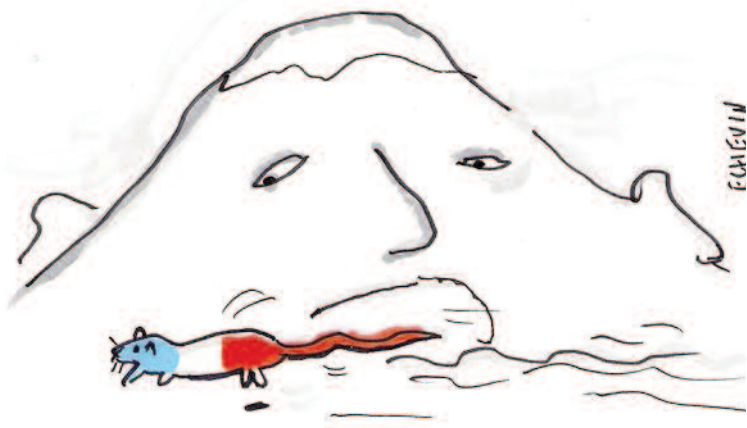
Car le gouvernement refuse toujours de prendre l'argent, là où il ruisselle de toutes parts. L'indécence de cette situation ne conduit pas le gouvernement à augmenter les impôts des milliardaires. Pourtant, certains aux USA ou Marlene Engelhorn³ en Autriche le réclament : « Je ne comprends pas pourquoi les riches pâlisent lorsqu'ils paient des impôts. C'est la chose la plus démocratique qui soit et on peut en être fier. Cela finance tout ce qui garantit la structure de la société.... c'est là que cet argent doit donc retourner ».

Nous non plus, nous ne comprenons pas. Car il s'agit bien là de batailles idéologiques qui ont permis de détricoter le *Programme des Jours heureux*⁴ par le patronat. Exclu de ce programme pour sa collaboration massive avec le régime nazi, il a repris la main.

Avec Léon Deffontaines, tête de liste du PCF aux élections européennes, c'est l'occasion de mener l'offensive pour obtenir plus de moyens et financer la protection sociale.

Christiane Caro

1. file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/Strategie-bien-vieillir-novembre-2023-accessible.pdf
2. <https://www.youtube.com/watch?v=ZWaA9Q8h4ec> - Fable de La Fontaine
3. <https://blogs.mediapart.fr/jackytexier87/blog/290123/marlene-engelhorn-la-milliardaire-qui-veut-payer-des-impots>
4. Programme du Conseil national de la Résistance initialement intitulé *Les Jours heureux* par le CNR adopté à l'unanimité le 15 mars 1944



Nom, prénom _____

Adresse _____

Mail _____ signature _____

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

Découper et adresser à :
 PCF/Collectif Activité en direction des retraité-es
 2 place du Colonel Fabien 75167 Paris cedex 19

pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité-es* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité-e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.